



Le Président de la République invite les paroisses catholiques à assurer l'encadrement du développement



Le couple présidentiel s'est joint le dimanche 13 novembre 2020 aux chrétiens de la paroisse de Mutoyi en commune Bugendana dans la province de Gitega dans la messe dominicale. Cette messe a également vu la participation du Gouverneur de la province de Gitega, Monsieur Venant Manirambona ainsi que les natifs venus d'autres paroisses.

Dans son homélie, le Curé de la paroisse Mutoyi, Abbé Helmene-gilde Rumezamagabo s'est référé à la parole tirée de l'Evangile de Saint Jean pour appeler les chrétiens à prier sans cesse, expliquant que la prière est la lumière qui chasse le mal. Au moment où l'Eglise se trouve dans la période de l'Avent qui prépare la fête de Noël, les chrétiens ont

été exhortés à se soutenir mutuellement et surtout à partager ce qu'ils ont et à aider les pauvres. Selon toujours le Curé de la paroisse Mutoyi les autorités sont conscientes et sont au courant de ce à quoi le peuple burundais aspire. « Si donc chacun apporte sa contribution à l'édifice, il serait facile d'arriver à un développement durable, car l'union fait la force », a-t-il dit.

Prenant la parole, le Président de la République, Son Excellence Evariste Ndayishimiye s'est réjoui de la manière dont les chrétiens de la paroisse Mutoyi s'investissent dans les projets de développement proposés par le Gouvernement. Le Chef de l'Etat a déclaré que la paroisse Mutoyi est l'une des paroisses qui s'occupent du dé-

Dans ce numéro:

page

Le Président de la République invite les paroisses catholiques à assurer l'encadrement du développement

1

Le Chef de l'Etat appelle les industries du secteur public à améliorer la qualité de leurs produits

2

Le Chef de l'Etat pose la première pierre pour la construction d'un immeuble de l'OBR

3

Le Chef de l'Etat appelle à l'éducation agricole

5

Adoption du projet de loi portant ratification par la République du Burundi de l'accord de coopération sécuritaire entre le Burundi et la Turquie

6

Le Japon accorde un don au Burundi pour la réalisation des projets de développement

8

31 colis de pagnes fraudés saisis près du port de Bujumbura

10

veloppement spirituel et corporel de ses chrétiens.

Le Président de la République trouve que cette paroisse peut servir d'exemple car elle a développé cette localité en peu de temps de même que les habitants de la zone Mutoyi. Il les a félicités pour leur ingéniosité à cultiver même pendant la saison sèche grâce aux techniques d'irrigation. A son tour, le Prési-

dent de la République, S.E Evariste Ndayishimiye a promis de soutenir le projet de la paroisse Mutoyi qui consiste à construire les infrastructures sociales.

Après la messe, la paroisse Mutoyi a octroyé au Président de la République deux cent poussins en guise de remerciement. (Source : www.rtnb.bi)

Le Chef de l'Etat appelle les industries du secteur public à améliorer la qualité de leurs produits



Le Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE a rehaussé de sa présence, le jeudi, 17 décembre 2020 à l'hôtel Club du Lac Tanganyika, les cérémonies du lancement de la troisième édition du salon industriel organisée par l'Association des Industries du Burundi sous le thème : «l'Industrie facteur incontournable du développement économique».

Ces cérémonies ont vu aussi la participation du Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, le Secrétaire Général de la Communauté Est Africaine, le Représentant du Trade Mark East Africa et celui de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi, les hauts cadres de la Présidence de la République ainsi que les membres du corps diplomatique et consulaire accrédités au Burundi.

Dans son allocution, le Représentant de l'Association des Industries du Burundi, Honora-

ble Olivier SUGURU a indiqué que ce Salon Industriel est périodiquement organisé en vue de montrer que l'industrie burundaise existe et participe activement à l'économie burundaise en créant de l'emploi, en accroissant les revenus des ménages et en contribuant dans la réduction de la pauvreté. « Nous le réaffirmons, l'industrie burundaise est là même si elle a besoins d'améliorer sa visibilité», a-t-il déclaré.

Le Représentant de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi(CFCIB) a également encouragé l'organisation de tel élément et a précisé que ce 3ème salon joint l'utile à l'agréable puisqu'il entremêle un Business Forum en marge duquel se trouve une exposition des industries du Burundi et ceux de la Communauté Est-Africaine et de la RDC.

Pour le Représentant du Trade Mark East Africa qui a financé cette troisième édition, le commerce et l'industrie restent le moteur vital qui alimentera l'économie burundaise même dans cette période de pandémie Covid19. « Sans industrie, il n'y a quasiment pas du développement », a dit aussi le Secrétaire Général de la Communauté Est Africaine. Celui-ci a aussi indiqué que les industries bien planifiées vont contribuer à la réduction du chômage et effectivement à l'augmentation du revenu des ménages de l'EAC.

Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE a, dans son discours, fait savoir que le pays ne peut pas se développer sans l'industrialisation

et la commercialisation. « Nous avons engagé un combat contre la pauvreté. C'est ainsi que toutes les parties prenantes entre autres les opérateurs économiques doivent prendre part dans ce combat », a-t-il martelé.

Le Chef de l'Etat a également lancé un appel aux industries du secteur public à améliorer la qualité de leurs produits pour les rendre compétitifs dans la sous-région et

partout dans le monde. Il a afin assuré les opérateurs économiques que le gouvernement burundais ne ménagera aucun effort pour vulgariser la politique de redynamisation du secteur industriel.

(Source: www.presidence.gov.bi)

Le Chef de l'Etat pose la première pierre pour la construction d'un immeuble de l'OBR



Le Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a procédé jeudi, le 17 décembre 2020 à la pose de la première pierre pour la construction d'un immeuble de 12 niveaux qui va abriter les services de l'office burundais des recettes (OBR). Le coût de cet immeuble est estimé à plus de 68 milliards Frans bu.

Ce nouveau siège de l'OBR est en train d'être construit au quartier Kigobe-sud, avenue du Japon, en zone Gihosha, dans la commune Ntakangwa.

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique, Dr Domitien Ndiwokubwayo a fait savoir que c'est un grand plaisir pour le pays parce qu'aujourd'hui, les services de l'OBR sont éparpillés dans toute la ville de Bujumbura, ce qui signifie que les contribuables qui ont besoin des services de l'OBR sont obligés de faire de longues distances, ce qui leur



coûte en temps mais aussi en moyen financier. Les services de l'OBR auront désormais un seul espace de travail, une plus-value et pour les contribuables et pour le pays, a précisé Dr Domitien Ndiwokubwayo.

Le Ministre en Charges des Finances a fait savoir que ce bâtiment qui va abriter les services de l'OBR sera construit sur une superficie de 1,40 ha, selon les techniques modernes, et permettra à l'OBR de pouvoir abriter les équipements les plus importants, et comportera des salles de réunion et de formation de plus de 1000 personnes, un parking dans les caves de plus de 287 voitures et bien d'autres. (Source : www.rtnb.bi)

Le Chef de l'Etat procède à l'évaluation de l'état sécuritaire qui prévaut au Burundi



Le Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a réuni mercredi le 16 décembre 2020 les Gouverneurs de provinces, les membres du corps de Défense et de Sécurité et les membres du corps de la Justice en commune Gihanga, dans la province de Bubanza. L'objectif était d'analyser la situation sécuritaire qui prévaut dans le pays. Le constat a été que le pays est généralement paisible malgré quelques cas isolés de conflits fonciers et les aléas climatiques, les accidents routiers etc.

Selon le Porte-parole Adjoint du Président de la République Monsieur Alain Diomède Nzeyimana, les participants à cette réunion ont souligné entre autres les problèmes liés aux conflits fonciers qui occasionnent des meurtres dans les familles. La justice, les responsables administratifs à la base et l'autorité communale ont été mis en cause et ont été appelés à la vigilance.

Ils ont également évoqué les problèmes liés aux aléas climatiques où certaines localités n'ont pas encore eu de pluies. D'autres problèmes évoqués au cours de la réunion concernent la fraude. Selon les participants à la réunion, certains commerçants raflent les récoltes à des prix dérisoires et les vendent par la suite à des prix exorbitant. A ce sujet, le Chef de l'Etat a demandé à la quadriologie de veiller à ce que les récoltes

soient gardées jalousement afin que la population ne manque ni nourriture ni semences.

Les Gouverneurs de province ont également fait remarquer que certains malfaiteurs détiennent encore et de façon illégale des armes à feu, précisant cependant que les comités mixtes de sécurité sont toujours à l'œuvre pour démanteler ces groupes de malfaiteurs.

Un autre problème signalé concerne les accidents de roulage qui emportent toujours des vies humaines. A cet effet, le Chef de l'Etat a recommandé la mise en application stricte du code de la route. Le Chauffeur sera examiné chaque fois qu'il commet une faute et un retrait de point lui sera infligé. Quand les points seront terminés, les institutions habilités procéderont au retrait du permis de conduire au chauffeur concerné.

Toutefois, le Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye se réjouit de la franche collaboration qui a caractérisé les comités mixtes de sécurité durant la période électorale et salue aussi le retrait du Burundi de l'Agenda du conseil de sécurité des Nations Unies. Pour lui, l'avenir est meilleur. Il exhorte la quadriologie d'être des piliers de "Leta Mvyeyi et Leta Nkozi" (Gouvernement laborieux et responsable) afin d'œuvrer pour l'intérêt de la population burundaise.

Après la réunion, le Chef de l'Etat, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a inauguré l'axe transfrontalier RN4 (Chanic-Gatumba) d'une longueur de plus de 15 Km. La construction de cette route a été financée par l'Union européenne à hauteur de 10.110.000 Euros. (www.rtnb.bi)

Le Chef de l'Etat appelle à l'éducation agricole



Le Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye appelle les Cadres du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'élevage à renoncer à la bureaucratie pour encadrer sur terrain les agro éleveurs afin d'augmenter la production. Cet appel a été lancé en commune Bugarama dans la province de Muramvya, mardi le 15 décembre 2020 lors de l'ouverture d'une retraite sur la mise en œuvre du document de politique agricole de ce Ministère.

Au cours de cette retraite, le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, Dr Déo Guide Rurema a d'abord fait le point sur les grandes réalisations du Ministère et les grands chantiers qui attendent le secteur de l'agro élevage. Dans sa présentation, Dr Déo Guide Rurema a indiqué que son Ministère compte mettre en place entre autres des centres de rayonnement agricoles qui seront chargés d'assurer l'encadrement de proximité des agro éleveurs et de collecter leur production.

La présentation du Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage a été suivie par celles de trois Directeurs Généraux des Départements chargés d'assurer la production agricole. Le Direc-

teur Général de la Planification Environnementale, Agricole et de l'Elevage a fait savoir que son département envisage vulgariser des stratégies pour augmenter la production. Il s'agit pour lui de l'intensification des cultures vivrières pour satisfaire les besoins de la population, du repeuplement du gros et du menu bétail pour augmenter la production agricole et assurer l'augmentation de la production laitière et celle de la viande.

Le Directeur Général de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage quant à lui, a fait savoir que son Département s'attèle pour le moment à mettre en place des champs modèles dans chaque Province et à construire des hangars de stockage régionaux. Il a également laissé entendre que le département entend introduire d'autres cultures d'exportation pour avoir des devises.

Concernant le Département en charge de l'Elevage, le Directeur Général a fait savoir que ce département vise l'amélioration de la filière viande. Pour lui, 157 250 éleveurs dans tout le pays pourraient produire suffisamment de viande pour la consommation intérieure (120kg recommandés par an et par individu) et pour l'exportation. Pour y arriver, il a proposé le repeuplement des vaches, des porcs et des poules.

Dans leurs interventions, les opérateurs économiques qui étaient présents dans cette retraite ont recommandé au Ministère en charge de l'Agriculture et de l'Elevage de mettre aussi l'importance sur des filières oubliées comme l'igname, le tournesol et la tourbe qui pourtant peuvent procurer des devises. Ils ont demandé également la protection des usines locales contre la concurrence déloyale. Les opérateurs économiques du Burundi ont aussi recommandé à la BRB d'établir des priorités dans l'octroi des devises en privilégiant des importations qui visent la mise en place des unités de production.

Prenant la parole, Son Excellence Evariste

Ndayishimiye, Président de la République du Burundi a précisé que les vrais opérateurs économiques sont ceux qui font le travail de la terre, qui produisent en grandes quantités et qui transforment la production agricole pour la revendre sous forme de produits finis.

Son Excellence Evariste Ndayishimiye a saisi cette occasion pour recommander au Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage et aux Organisations financées par les partenaires au développement et travaillant dans le secteur de l'agro-élevage de se concerter dans leurs missions de production agricole pour éviter des chevauchements. Le Président de la République a précisé à cette occasion que l'objectif de cette concertation sera de donner des orientations pour mettre fin au désordre qui règne dans le secteur de l'agro-élevage.

Le Chef de l'Etat a également demandé au Ministère en charge de l'Agriculture et de l'Élevage et aux administratifs de prendre le devant dans l'augmentation de la production agricole pour embarquer toute la population dans cette dynamique. Il a par ailleurs appelé de tous ses vœux les Cadres du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à organiser des partenariats Etat-opérateurs économiques-ménages pour canaliser les ressources et accroître la production.

Pour terminer, le Chef de l'Etat a recomman-

dé aux ménages de faire le regroupement des propriétés foncières et de pratiquer la même culture par saison afin d'avoir de grandes étendues et pour augmenter la production. Il a également recommandé la protection du sol par le traçage des courbes de niveau, l'intensification de l'irrigation et de l'arrosage des champs pendant la saison sèche et l'éducation agricole par la formation des agriculteurs et des moniteurs agricoles.

Étaient conviés à cette retraite les opérateurs économiques œuvrant au Burundi, tous les Gouverneurs de Provinces, tous les Administrateurs Communaux, les Sénateurs et Députés élus dans la circonscription de Muramvya, ainsi que les Cadres du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage.

Avant l'ouverture de la retraite sur le document de la politique agricole, le Chef de l'Etat avait inauguré au chef-lieu de la commune Bugarama l'Hôtel-Green-Park-Resort, un hôtel qui a abrité cette retraite et qui appartient à un opérateur économique privé de la place.

Après l'inauguration par le Chef de l'Etat de l'Hôtel Green-Park-Resort, le propriétaire de cet Hôtel lui a offert deux génisses en guise de remerciement

(Source: www.rtnb.bi)

Adoption du projet de loi portant ratification par la République du Burundi de l'accord de coopération sécuritaire entre le Burundi et la Turquie



Le projet de loi portant ratification par la République du Burundi de l'accord de coopération sécuritaire entre le gouvernement de la République du Burundi et de la République de la Turquie a été analysé et adopté à l'unanimité mercredi le 16 décembre 2020 par 112 députés réunis en séance plénière au palais des congrès de Kigobe.

Ce projet de loi avait été étudié par la com-

mission permanente de l'Assemblée nationale chargée des affaires politiques et administratives, des relations extérieures et de la communauté Est-africaine, qui a été saisie au fond. Dans son exposé des motifs, le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité publique, Commissaire de Police Chef Gervais Ndirakobucaa fait savoir que les relations entre la République du Burundi et celle de la Turquie constituent un point important dans le cadre de la consolidation de la paix et la sécurité dans les deux pays. Il a indiqué que le partenariat burundo-turquoise est actuellement une réalité et revêt une valeur positive qui fait suite aux différents visites et échanges entre les autorités des deux pays, l'ouverture du bureau de l'Ambassade de Turquie à Bujumbura depuis février 2019 alors qu'il était avant cette date à Kampala, en Ouganda, en plus de la nomination d'un attaché de sécurité auprès de l'ambassade du Burundi à Ankara, en Turquie.

Au cours de cette session, le Commissaire de Police Chef Gervais Ndirakobucaa aussi parlé de la signature d'un accord d'intégration de l'Institut supérieur de police (ISP) au sein de l'International association of police académies (INTERPA), intervenue le 28 mars 2017 en Turquie entre le directeur de cet institut et le président de cette association des académies de police, sous le parrainage de la Turquie.

Selon le Commissaire de Police Chef Gervais Ndirakobucaa, ce projet a pour objectif de renforcer les relations amicales et promouvoir le développement, la sécurité, la stabilité et le bien-être social, tout en respectant les principes de souveraineté, d'égalité et d'intérêt des deux pays.

Le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité publique a fait remarquer que si l'accord de coopération sécuritaire adopté par le Conseil des Ministres en date du 21 décembre 2017 et

signé le 25 juillet 2019 à Ankara venait à être ratifié, il touchera en grande partie la lutte commune des actes terroristes et de criminalité organisée ; la lutte contre le trafic des personnes et la fraude des migrants ; la lutte contre le trafic et la production illicite des drogues et des substances psychotropiques ; le trafic illicite des armes, munitions, explosifs et autres ; les échanges d'informations opérationnelles sur des actes criminels ; et l'organisation des opérations conjointes.

Dans le cadre de l'exécution ou de la mise



en œuvre de cet accord, il est prévu des réunions et des consultations bilatérales pour évaluer les progrès réalisés à base de cet accord et, si nécessaire, prévoir des voies et moyens pour renforcer la coopération entre les deux pays, a signalé le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité publique. Il convient de rappeler que cet accord intervient après la ratification de l'accord de coopération économique et avec la Turquie par la loi n°1/15 du 14 août 2017 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de coopération commerciale et économique entre le gouvernement de la République du Burundi et le gouvernement de la République de Turquie, signé le 27 août 2015 à Ankara en Turquie. Il a également souligné que le présent accord signé Ankara le 25 juillet 2019 est structuré en 12 articles. (Source: www.Abpinfos.com)

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement présente le projet de loi portant ratification du Traité révisé instituant la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC).



Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a fait savoir que ce projet de loi permettra la création d'un Parlement communautaire, une Cour des comptes et celle de Justice.

Lors de sa présentation, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a également fait savoir que ledit Projet de loi permettra de transformer le Secrétariat Général de la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) en Commission comprenant sept Commissaires dont un Président, un Vice-Président et cinq Commissaires. Il a aussi signifié que des principes fondamentaux seront modernisés pour permettre d'accélérer l'agenda de l'intégration régionale des Etats membres qui sont prêts et laisser la possibilité à ceux qui ne le sont pas d'y adhérer plus tard.

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO était l'invité au Sénat Burundi, le mardi 15 décembre 2020, où il a présenté le projet de loi portant ratification du Traité révisé instituant la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC).

Ce projet a été adopté par le Sénat à l'unanimité. La séance plénière était dirigée par le Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel SINZOHAGERA. (Rédaction-MAECD)

Le Japon accorde un don au Burundi pour la réalisation des projets de développement



Le jeudi 17 décembre 2020, l'Echange de Notes d'un don alimentaire de 3,700 tonnes de riz équivalent à un de 350 millions yens (environ 3.31 millions de dollars américains) a été signée par le Ministre des Affaires Etrangères

et de la Coopération au Développement, Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO et l'Ambassadeur du Japon au Burundi avec résidence à Kigali. Suite à la situation actuelle liée à la Covid-19, la signature a été faite à distance.

Ce don est composé de 3,700 tonnes de riz qui seront fournies au Gouvernement du Burundi grâce à ce don. Conformément à l'échange des Notes, le Gouvernement du Burundi est tenu de déposer les recettes provenant de

la vente du riz dans un compte désigné de sorte que d'autres projets de développement seront mis en œuvre à l'avenir par le biais de ce compte appelé « Fonds de contrepartie ». Le Gouvernement du Burundi et le Gouvernement du Japon réitèrent leur volonté mutuelle de renforcer les liens d'amitié et de Coopération.

Les relations de coopération au développe-

ment ont commencé dans les années 1970. Le Japon a mis en œuvre une série de projets d'appui financier entre le Japon et le Burundi s'élevant à plus de 300 millions de dollars en mettant l'accent sur les trois domaines prioritaires qui sont entre autres les infrastructures de transport, l'agriculture et les services sociaux de base tels que les soins de santé. (Rédaction-MAECD)

L'Ambassadeur de Chine au Burundi accorde une aide à l'orphelinat officiel de Bujumbura



réjoui aussi de la réhabilitation de la toiture d'un bureau de cet orphelinat par l'Ambassade de Chine au Burundi.

"Aujourd'hui je voudrais saisir l'occasion pour vous affirmer que nous n'avons pas oublié les groupes vulnérables, nous voulons que les fruits de coopération sino-burundaise profite d'un nombre croissant des burundais a indiqué l'Ambassadeur de Chine au Burundi."

L'Ambassade de Chine au Burundi représentée par l'Ambassadeur, Son Excellence Li changlin a accordé mercredi le 16 décembre 2020 à l'orphelinat officiel de Bujumbura, des vivres et non vivres composées de 5 cartons de Nido, 100 sacs de riz, 100 sacs de farine de maïs, 100 seaux d'huile de cuisine, 4000 mille kg de briquette, 50 cartons de lait et 30 boîte de lait en poudre et une quantité importante de matériaux scolaires d'une valeur d'environ 20 millions de francs bu. La Ministre en Charge de la Solidarité Nationale, Hon Imelde Sabushimike a rehaussé de sa présence cette activité pour réceptionner ce don.

Au nom de la Directrice de l'orphelinat officiel de Bujumbura, Madame Kaneza Anick a remercié vivement ce geste louable et s'est

Prenant la parole, la Ministre de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, Hon Imelde Sabushimike a remercié l'Ambassade de Chine au Burundi pour ce geste charitable où à chaque fin d'année cet Ambassade s'associe à l'orphelinat officiel de Bujumbura pour souhaiter aux orphelins les festivités de Noël et du nouvel an. (www.rtnb.bi)

31 colis de pagnes fraudés saisis près du port de Bujumbura



blique du Burundi stipulant que tout le monde doit veiller aux frontières. Pour les fraudeurs, Monsieur Audace Niyonzima leur a rappelé que toutes les dispositions ont été prises en collaboration avec les parties prenantes pour que cette pratique soit éradiquée.

Selon le Porte-parole Adjoint de la Police Nationale du Burundi,

L'Office Burundais des Recettes (OBR) en collaboration avec la Police Nationale du Burundi a saisi dans la matinée du 14 décembre 2020, 31 colis de pagnes fraudés tout près du port de Bujumbura en face de la station de traitement d'eau de la REGIDESO.

Le commissaire Général de l'OBR, Monsieur Audace Niyonzima a indiqué que 1877 pagnes d'une valeur estimée à 52 millions de Fbu ont été saisis aux environs de 1h grâce à la synergie de la population qui a donné des renseignements, la police nationale et les services de l'OBR.

Il a en outre indiqué que ces pagnes seront vendus aux enchères et tout le produit de la vente sera versé au trésor public. Le bateau dans lequel étaient ces colis a été brûlé pour décourager cette pratique. Le commissaire Général de l'OBR a aussi fait savoir que l'OBR en collaboration avec la police, les services de renseignement et la population continueront à surveiller les frontières. Il a lancé un appel à la population à veiller sur les frontières et à fournir ces informations aux instances habilitées pour répondre à l'appel de Son Excellence Evariste Ndayishimiye, Président de la Répu-

blique du Burundi stipulant que tout le monde doit veiller aux frontières. Pour les fraudeurs, Monsieur Audace Niyonzima leur a rappelé que toutes les dispositions ont été prises en collaboration avec les parties prenantes pour que cette pratique soit éradiquée.

Selon le Porte-parole Adjoint de la Police Nationale du Burundi, OPP2 Moïse Nkurunziza, ces fraudeurs ont essayé d'exercer une pression contre la police et l'un des policiers a tiré sur l'un des fraudeurs qui répond au nom de Emile Nduwimana et qui est mort sur le champ et faisait partie des chauffeurs de deux bateaux qui transportaient ces pagnes. Il a ajouté qu'un bateau avec moteur a pu échapper et que 4 personnes ont été arrêtées sur le champ.

Selon toujours OPP2 Moïse Nkurunziza, la personne morte a été évacuée vers la morgue. Pour ces 4 présumés coupables, les enquêtes approfondies vont poursuivre afin de confectionner les dossiers à leur charge. OPP2 Moïse Nkurunziza appelle ces fraudeurs à cesser ces activités illégales et de se conformer à la loi.

(www.rtnb.bi)

Lancement officiel de la semaine santé mère-enfant 2ème édition 2020



santé des enfants et de leurs mamans en organisant sur tout le territoire des interventions qui améliorent de façon significative la santé et le bien-être des enfants.

Le représentant de l'UNICEF au Burundi a indiqué qu'il reste de gros efforts à faire pour assurer la bonne santé des femmes et des enfants les plus

Le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte Contre le Sida, Dr Thaddée Ndikumana a lancé officiellement la semaine santé mère-enfant 2ème édition 2020, couplée à la riposte vaccinale contre la rougeole. Le Thème retenu pour cette année est " ensemble œuvrons pour améliorer la santé de la mère et de l'enfant".

Dr ThaddéeNdikumana a débuté ces activités à l'Hôpital de Cankuzo de la province de Cankuzo.

Après les activités de lancement de la semaine santé mère-enfant, le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, Dr Thaddée Ndikumana a octroyé des équipements utiles au service de la maternité aux hôpitaux de Cankuzo et Murore.

Les cérémonies de lancement officiel de la semaine santé mère-enfant 2ème édition se sont poursuivies au stade de Buhumuza de la province Cankuzo. Les jeux sur le rôle et l'importance du suivi de la santé de la mère enceinte et de l'enfant ont agrémenté cette journée.

Le représentant de l'UNICEF au Burundi Monsieur John Agbor a indiqué que depuis 2002 le Burundi se mobilise deux fois par an pour la

vulnérables bien que le Burundi atteigne un taux de participation et de couverture sanitaire satisfaisant.

Le Ministre en charge de la Santé Publique a indiqué que la campagne de vaccination contre la rougeole avait été menée avec succès mais qu'avec l'entrée des étrangers surtout en provenance de la RDC, la maladie est revenue, raison pour laquelle une autre campagne de vaccination sera menée dans 14 districts sanitaires. 570 466 enfants bénéficieront de ce vaccin tandis que 1 823 873 enfants de 6 mois à moins de 5 ans recevront des vitamines A, ceux de 1 an à 14 ans ainsi que les femmes enceintes à partir du 2ème trimestre des albendazoles. Le total des enfants qui bénéficieront de l'albendazole est de 4 708 676 et les femmes enceintes 297 816 a précisé Dr Thaddée Ndikumana. (www.rtnb.bi)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi